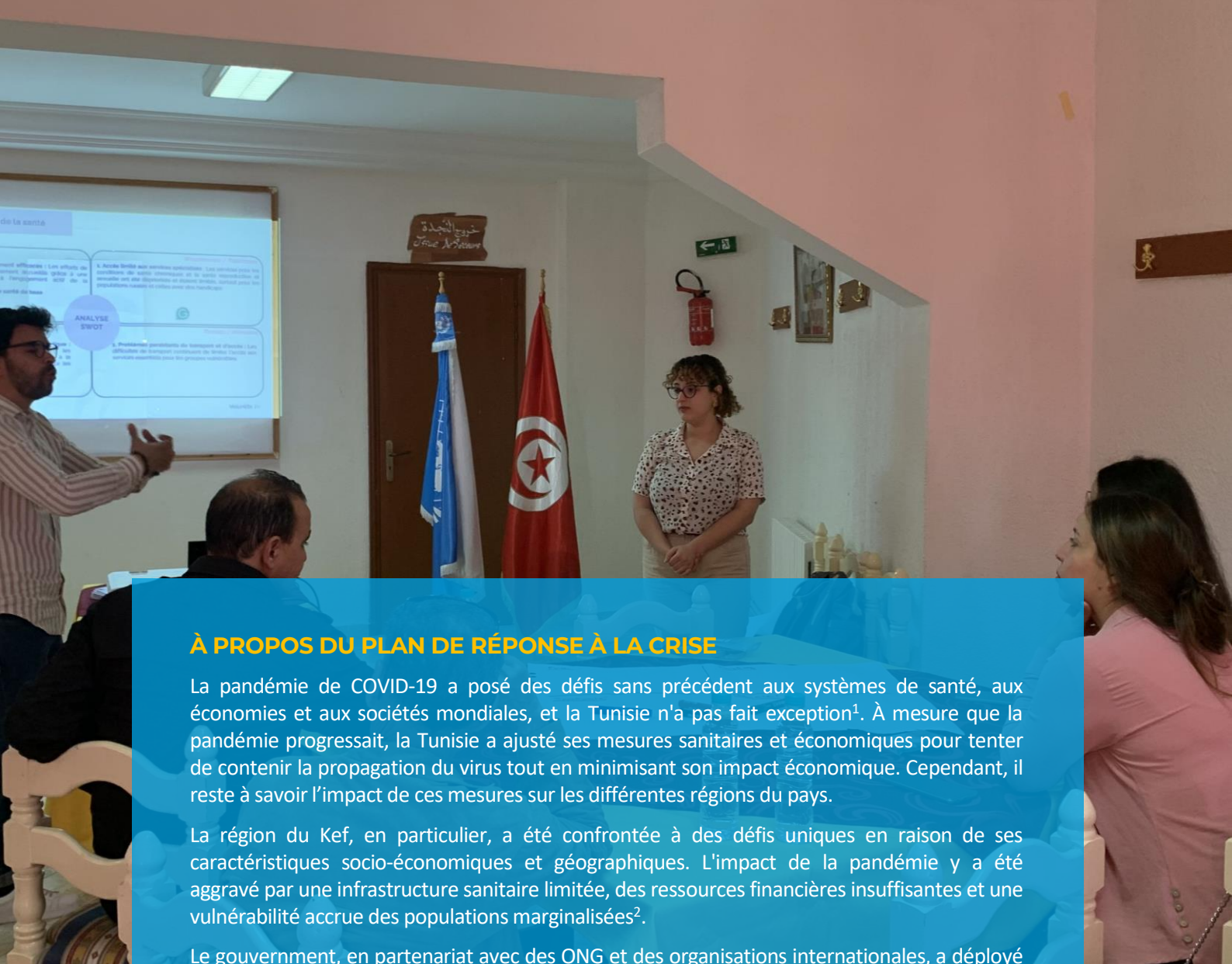




Plan de réponse aux crises sanitaires au Kef

Juin 2024
ONU Femmes



À PROPOS DU PLAN DE RÉPONSE À LA CRISE

La pandémie de COVID-19 a posé des défis sans précédent aux systèmes de santé, aux économies et aux sociétés mondiales, et la Tunisie n'a pas fait exception¹. À mesure que la pandémie progressait, la Tunisie a ajusté ses mesures sanitaires et économiques pour tenter de contenir la propagation du virus tout en minimisant son impact économique. Cependant, il reste à savoir l'impact de ces mesures sur les différentes régions du pays.

La région du Kef, en particulier, a été confrontée à des défis uniques en raison de ses caractéristiques socio-économiques et géographiques. L'impact de la pandémie y a été aggravé par une infrastructure sanitaire limitée, des ressources financières insuffisantes et une vulnérabilité accrue des populations marginalisées².

Le gouvernement, en partenariat avec des ONG et des organisations internationales, a déployé des efforts considérables pour renforcer les capacités locales. Cependant, ces efforts n'ont pas suffi à combler entièrement les défaillances des plans de réponse à la crise dans la région¹.

Dans ce cadre, ONU Femmes Tunisie travaille conjointement avec le PNUD et l'OMS dans le cadre d'un projet conjoint financé par le Danemark intitulé « Promouvoir le leadership des femmes et des filles dans la réponse socioéconomique et sanitaire à la COVID-19 en Tunisie ». Le programme vise à renforcer la résilience des communautés locales, en particulier des femmes et des filles vulnérables et marginalisées, pour prévenir et répondre aux crises sanitaires telles que celles de la COVID-19 grâce à un meilleur accès aux services financiers et économiques, à l'assistance sanitaire et sociale, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation. En premier lieu, ONU Femmes a élaboré une étude d'évaluation multidimensionnelle de la réponse à la COVID-19 dans différents domaines : éducation, santé, domaine socio-économique, violences basées sur le genre, et ce dans les deux régions pilotes du projet Kef et Kebili.

Sur la base de cette étude, ONU Femmes a travaillé avec les acteurs locaux de la région de Kef pour élaborer un plan de réponse à la crise spécifique à la région du Kef. Ce plan de réponse est conçu comme une feuille de route pratique et inclusive, visant à renforcer la résilience de la région face à de futures crises sanitaires. Ce travail est élaboré avec le soutien du bureau d'étude Voluntas.

¹ UNDP Tunisia (2020) « IMPACT ECONOMIQUE DU COVID-19 EN TUNISIE ». Web: <https://tinyurl.com/58r9ut7y>

² International food policy research institute (2020) « The Impact of COVID-19 on Tunisia's Economy, Agri-food System, and Households ». Web: <https://tinyurl.com/bdffcb68>

MÉTHODOLOGIE

Le plan de réponse à la crise est le fruit d'un atelier tenu au Kef le 12 mai 2024. Cet atelier a rassemblé des participant.e.s avec de nombreuses années d'expérience dans divers secteurs et ayant activement contribué à la gestion de crise. Parmi les participant.e.s figuraient des militant.e.s des droits humains, notamment le directeur de l'association Initiative du Kef et un membre de l'association Mourakiboun, ainsi qu'un représentant des autorités locales du Kef, le second du Omda au Kef Ouest. Un entretien additionnel a été conduit avec des représentants de l'association Femmes et Citoyenneté, qui dirige le Centre d'accueil du jour Manara pour les femmes victimes de violence au Kef.

L'atelier, qui s'est déroulé sur une journée complète, était structuré en deux sessions de quatre heures. La session du matin était dédiée à la présentation des résultats de l'évaluation de la réponse à la COVID-19 et à la planification de la gestion de crise en Tunisie. Cette session comprenait également la cartographie des priorités liées à la gestion de crise dans quatre secteurs : la santé, la situation socio-économique, l'éducation et la violence basée sur le genre (VBG), en utilisant l'analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).

Après avoir finalisé l'analyse SWOT pour chaque composante, les participant.e.s ont entrepris un exercice d'évaluation et de sélection de solutions, identifiant trois pour chaque secteur en fonction des critères d'urgence, d'importance et de faisabilité. Ces analyses ont permis aux participant.e.s d'évaluer la réponse du gouvernement à la crise et les mesures adoptées pour chaque secteur dans la région de Kef. Elles ont également permis d'identifier les problèmes et défis actuels dans chaque secteur, donnant ainsi une base solide pour la planification de futures réponses aux crises.

Lors de cette première session, les participant.e.s ont identifié les cadres juridiques existants, les protocoles et le soutien communautaire comme des forces, tout en reconnaissant les limitations de ressources, l'infrastructure défailante et le manque de sensibilité au genre et à l'inclusion comme des faiblesses. Les opportunités d'amélioration comprenaient des partenariats potentiels et une augmentation de l'engagement communautaire, tandis que les menaces étaient principalement l'instabilité politique, la pauvreté et l'insécurité économique.

L'après-midi, les discussions se sont concentrées sur quatre questions principales:

- Comment renforcer la résilience de la communauté de Kef pour faire face aux futures crises sanitaires ?
- Comment améliorer l'accessibilité des services de santé, de l'éducation et de soutien social pendant les crises ?
- Comment renforcer les mécanismes de protection des femmes survivantes de violences durant les périodes de crise ?
- Comment assurer une meilleure inclusion des groupes vulnérables dans les mécanismes de réponse à la crise ?

Ces discussions visaient à générer des recommandations SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, Temporellement définies) pour le plan de réponse à la crise.

Ces actions visent à garantir que le plan de réponse à la crise pour la région du Kef soit à la fois efficace et équitable, répondant aux besoins de tous les segments de la population.

Structure de l'analyse SWOT:





Résultats des ateliers

1. Impact de la réponse sur la santé

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kef, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur le secteur de la santé et l'accès aux services de santé.

Forces

Représentativité du comité de Crise

La création d'un Comité de Crise local inclusif au Kef a été une réussite marquante dans la lutte contre la COVID-19. Ce comité, composé de représentants des ministères régionaux, de l'administration locale et d'ONG, a favorisé une coordination efficace et une prise de décision éclairée. En rassemblant des acteur.rice.s de la société civile, des responsables locaux.ales et des organisations non gouvernementales, le comité a pris en compte une variété de perspectives, garantissant ainsi des décisions adaptées à toutes les communautés, y compris les plus vulnérables. La participation active de ces différent.e.s acteur.rice.s a amélioré la communication entre les autorités et la population, renforçant ainsi la confiance et l'adhésion aux mesures sanitaires. De plus, l'engagement de ces parties prenantes a facilité la mobilisation de ressources supplémentaires, telles que des bénévoles et des donations, et a renforcé le soutien communautaire pour les initiatives de santé publique.

Historique de l'organisation des campagnes de vaccination

La réussite des campagnes de vaccination contre la COVID-19 en Tunisie et spécifiquement au Kef est étroitement liée aux pratiques et systèmes déjà établis pour les campagnes de vaccination. Le pays bénéficie d'une longue expérience en matière de campagnes de vaccination, ce qui a permis de mettre en place rapidement des stratégies appropriées pour atteindre une large couverture vaccinale. Selon les acteur.rice.s de santé présent.e.s lors de l'atelier, les professionnel.le.s de santé tunisien.ne.s, formé.e.s et expérimenté.e.s, ont pu déployer la campagne de vaccination contre la COVID-19 de manière rapide et efficace. En réutilisant et en adaptant les méthodes éprouvées des campagnes précédentes, la réponse de l'état a assuré une couverture vaccinale étendue et rapide au Kef et aux autres régions, démontrant l'importance des pratiques et systèmes bien établis pour le succès des initiatives de santé publique.

Faiblesses

Réduction des consultations par crainte de contamination

Pendant la pandémie de COVID-19, de nombreuses personnes ont évité de se rendre dans les centres de santé et les hôpitaux au Kef par peur de contamination. Cette abstention a eu des conséquences significatives sur l'accès aux soins de santé. D'après les professionnel.le.s de santé présent.e.s, la peur de contracter le virus a conduit à une réduction des consultations médicales, des examens de routine et des traitements nécessaires, ce qui a retardé la prise en charge des patient.e.s et aggravé les conditions de santé existantes, en particulier pour ceux et celles souffrant de maladies chroniques. Cette situation a également mis en évidence les lacunes du système de santé dans la gestion des soins en période de crise, soulignant la nécessité de renforcer les stratégies de communication et de sécurité pour rassurer la population et encourager l'accès continu aux services de santé essentiels.

Manque d'équipement dans les zones rurales

L'insuffisance d'équipement dans les zones rurales a limité la capacité de réponse et de soins adéquats dans ces régions. Les infrastructures de santé dans les zones éloignées étaient souvent insuffisantes pour répondre aux besoins de la population. Dans certaines instances, le coût des ambulances que les gens ont dû payer pour transporter les malades était un obstacle, allant à l'encontre du principe de soins de santé gratuits et accessibles. Cette barrière financière a limité l'accès aux services d'urgence pour les populations les plus pauvres. L'accessibilité aux soins a été particulièrement difficile pour les groupes vulnérables. Bien que les réseaux communautaires au Kef aient facilité l'accès pour certains, les groupes ruraux isolés ont eu plus de difficultés à établir ces réseaux en raison de la dispersion géographique et de l'isolement.

Opportunités

Capitaliser sur la création du comité de crise en période hors crise

Pour capitaliser sur la création du comité de crise au Kef en période hors crise, il est essentiel d'institutionnaliser cette structure en la transformant en un conseil de gestion des risques et des crises, assurant ainsi son fonctionnement continu avec un financement régulier. La formation continue et le renforcement des capacités des membres du comité doivent être prioritaires, avec des sessions régulières sur la gestion des risques et des exercices de simulation. Maintenir un engagement communautaire fort à travers des programmes de sensibilisation et de communication, et renforcer les collaborations avec les ONG, le secteur privé et d'autres entités gouvernementales sont également cruciaux. Utiliser ces périodes pour planifier et se préparer aux crises futures, en élaborant et mettant à jour des plans d'urgence, et mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des actions du comité garantiront une gestion des crises plus efficace et durable.

Menaces

Accès limité pour les groupes vulnérables

L'accessibilité aux soins pour les groupes vulnérables, notamment les populations rurales et les travailleur.se.s du secteur informel, reste une préoccupation majeure. Le manque d'équipement dans les zones rurales complique la distribution équitable des aides et des ressources. Les groupes vulnérables pourraient être laissés pour compte, exacerbant les inégalités en matière de santé. Par ailleurs, l'accès limité aux services de transport rend difficile pour les habitant.e.s des zones reculées de se rendre dans les centres de santé, créant ainsi un cercle vicieux d'accès restreint aux soins et de détérioration de la santé.

Barrières financières à l'accès aux soins d'urgence

Bien que le principe des soins de santé gratuits soit établi, le coût des ambulances dans certaines instances représente une barrière financière importante pour les populations les plus pauvres. Cette contrainte financière limite l'accès aux services d'urgence, augmentant les risques pour les patients qui ne peuvent pas se permettre de payer ces services. Ceci est particulièrement pertinent au Kef, qui, d'après l'INS, affichait le deuxième taux de pauvreté le plus élevé du pays avec 33,1 % en 2020. En période de crise, l'absence de soins d'urgence rapides et accessibles expose les patients à des risques accrus de complications graves. Si ces barrières financières ne sont pas adressées de manière adéquate, elles continueront à poser un problème majeur lors des crises sanitaires futures, exacerbant les inégalités en matière de santé et compromettant la capacité du système de santé à répondre adéquatement aux urgences.

2. Impact de la réponse sur la participation économique et la protection sociale

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes au Kef, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur la participation économique et la protection sociale.

Forces

Soutien de la communauté et de la société civile

La mobilisation volontaire a joué un rôle important dans la riposte à la pandémie, soulignant l'engagement des organisations comme les Scouts, le Croissant Rouge et d'autres groupes. Les ONG, les associations locales et les volontaires ont coordonné leurs efforts, mobilisant des ressources et fournissant des services essentiels aux communautés touchées. Ils ont participé activement à des activités telles que la collecte de nourriture et de matériel médical. De plus, des associations ont identifié et soutenu les familles dans le besoin, travaillant avec les services sociaux pour assurer une réponse complète et inclusive, complétant ainsi les efforts des autorités sanitaires et gouvernementales.

Faiblesses

Insuffisance de données précises sur les besoins des groupes vulnérables

L'absence d'une base de données claire sur les besoins des groupes vulnérables a été l'un des principaux défis rencontrés lors de la crise sanitaire. En particulier, les travailleur.se.s du secteur informel, souvent omis des bases de données gouvernementales, ont été confronté.e.s à des difficultés importantes. Cette absence de données précises a entravé la planification et la distribution équitable des ressources, laissant de nombreux individus sans l'assistance nécessaire. En l'absence d'une vision holistique de ces besoins, la réponse gouvernementale et celle des organisations de la société civile ont été limitées dans leur capacité à répondre adéquatement aux défis rencontrés par ces populations vulnérables. Cette lacune souligne l'importance essentielle de développer des mécanismes de collecte de données plus inclusifs et actualisés pour garantir une réponse plus ciblée et efficace lors de crises futures.

Manque de coordination entre les organisations de la société civile

Le manque de coordination entre les organisations de la société civile (OSC) a également constitué un défi majeur pendant la crise du COVID-19. Bien que les OSC du Kef aient joué un rôle important dans la fourniture d'une assistance sociale, leur action souvent disjointe a entraîné des inefficacités. La duplication des efforts dans certaines régions a conduit à un gaspillage de ressources précieuses et à des lacunes dans la couverture des services, tandis que dans d'autres, des personnes dans le besoin ont potentiellement été omises.

Opportunités

Atteindre les personnes les plus nécessiteuses

Face au manque de données précises sur les besoins de certains groupes, le gouvernement et les organisations de la société civile peuvent adopter des approches innovantes pour

identifier et soutenir ces populations vulnérables. Par exemple, des enquêtes de terrain participatives, menées avec les communautés locales, peuvent être déployées. De plus, des partenariats avec des organisations locales et des leaders d'opinion permettraient de cibler plus précisément les besoins des populations marginalisées et d'élaborer des solutions adaptées. Investir dans des stratégies de collecte de données inclusives et engager la communauté permet d'atteindre plus adéquatement ceux qui ont le plus besoin d'aide, garantissant ainsi une réponse plus équitable aux crises futures. Cela inclut la prise en compte des besoins spécifiques des femmes provenant de différents groupes et régions, afin d'assurer une approche inclusive qui tient compte des diverses situations de vulnérabilité auxquelles elles sont confrontées.

Cibler la communication

L'expérience de la crise COVID-19 souligne l'importance d'élaborer une stratégie de communication adaptée en période de crise. Cette stratégie doit prendre en compte les besoins spécifiques des zones rurales, qui peuvent manquer d'accès à internet, ainsi que ceux des personnes en situation de handicap, qui nécessitent des formats plus adaptés comme l'audiodescription ou les sous-titres. En tirant parti des leçons apprises de la pandémie, il est essentiel de diversifier les canaux de communication pour garantir une diffusion optimale des informations. Par exemple, Radio Kef pourrait toucher les zones rurales, tandis que les SMS peuvent permettre une diffusion rapide des messages essentiels. Les réseaux sociaux sont également précieux pour atteindre les jeunes, tandis que les affichages publics assurent une visibilité généralisée. Il est également crucial de considérer les besoins spécifiques des femmes, que ce soit en termes de contenu ou de différences dans l'utilisation des canaux de communication. Par exemple, les femmes dans les zones rurales du Kef peuvent être atteintes via des organisations de la société civile comme « Femme et Citoyenneté », pour diffuser des informations sur la santé reproductive et sexuelle.

Menaces

Fragmentation de la coordination et inégalités d'aide

La représentativité du comité de crise du Kef, incluant des membres de la société civile, a permis une meilleure coordination locale. Cependant, sans une coordination renforcée et soutenue entre les organisations de la société civile (OSC) et les entités gouvernementales, il existe un risque de fragmentation des efforts, ce qui pourrait entraîner des inégalités dans la distribution de l'aide. La répartition inégale des ressources risque d'aggraver les disparités existantes et de laisser certaines communautés sans le soutien essentiel, exacerbant ainsi les inégalités socio-économiques.

Surcharge des programmes d'aide financière et économique

Lors de crises sanitaires, il est nécessaire de mettre en place rapidement des mesures de soutien financier. Cependant, cette précipitation peut parfois entraîner une surcharge des programmes d'aide. Si ces fonds d'urgence et ces initiatives économiques ne sont pas gérés de manière optimale, ils peuvent être rapidement épuisés ou distribués de manière inefficace. Cette situation est particulièrement préoccupante dans des régions comme celle du Kef, où le taux de pauvreté atteignait 34 pour cent en 2015, soit plus du double de la moyenne nationale de 15 pour cent. Dans un tel contexte, une mauvaise gestion des programmes d'aide peut retarder le soutien indispensable aux personnes et entreprises les plus vulnérables. Cela risque de prolonger les difficultés économiques et d'aggraver encore davantage la pauvreté et le chômage, créant un cercle vicieux difficile à briser.

3. Impact de la réponse sur L' éducation

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes au Kef, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur le secteur de l'éducation.

Forces

Adaptation rapide aux protocoles sanitaires

Les établissements scolaires du Kef avaient rapidement mis en place des mesures sanitaires strictes pour prévenir la propagation de la COVID-19. Cela incluait la distribution de masques, de gels désinfectants et l'application du protocole de distanciation sociale. Cette adaptation réactive a permis de protéger les élèves et le personnel éducatif, assurant ainsi la continuité des activités scolaires dans un environnement plus sûr. L'efficacité de ces mesures a été renforcée par une communication claire et des campagnes de sensibilisation locales. Les écoles ont utilisé divers canaux de communication, tels que des affiches informatives, des annonces via les haut-parleurs, et des messages envoyés aux parents par SMS et sur les plateformes de messagerie. Des réunions virtuelles et des sessions d'information ont également été organisées pour expliquer les nouvelles mesures et l'importance de leur respect. Ces efforts ont assuré que tous les membres de la communauté scolaire étaient bien informés des protocoles sanitaires et de leur rôle dans la prévention de la propagation du virus.

Existence de programmes d'aide gouvernementale

Le gouvernement tunisien a mis en place des programmes d'aide pour soutenir les régions touchées par la pandémie comme le Kef, en fournissant des ressources supplémentaires pour l'éducation. Ces programmes ont inclus la distribution de matériel éducatif, la formation des enseignants sur les méthodes d'enseignement à distance notamment dans les lycées, et des aides financières pour les familles les plus touchées. Cette aide a été cruciale pour atténuer les effets de la crise sur l'éducation dans la région. Par exemple, la distribution de fournitures scolaires essentielles (comme des livres, cahiers et stylos) a permis aux élèves de continuer leurs études sans interruption. La formation des enseignants sur des stratégies pédagogiques adaptées à un contexte de crise a amélioré l'efficacité de l'enseignement, même sans une infrastructure technologique avancée. En outre, des aides financières directes aux familles ont permis de couvrir les frais supplémentaires liés à l'éducation, comme les séances de rattrapage. La formation des enseignants sur des stratégies pédagogiques adaptées à un contexte de crise a été réalisée, même sans une infrastructure technologique avancée. Ces mesures spécifiques ont contribué à maintenir un niveau d'éducation acceptable malgré les défis posés par la pandémie, en veillant à ce que les élèves restent engagés et soutenus dans leur parcours éducatif.

Collaboration entre les écoles et les communautés locales

Les écoles du Kef ont travaillé en étroite collaboration avec les communautés locales pour répondre aux besoins des élèves et des familles pendant la pandémie. Cette collaboration a permis d'identifier rapidement les besoins spécifiques des élèves et de mobiliser les ressources locales pour y répondre. Les actions concertées entre les écoles, les parents et les organisations communautaires ont renforcé le soutien aux élèves et ont permis de surmonter certains des défis posés par la crise sanitaire.

Par exemple, des initiatives locales ont été mises en place pour distribuer des kits de fournitures scolaires et d'hygiène aux familles les plus démunies, garantissant que tous les élèves aient accès aux matériaux nécessaires pour poursuivre leur éducation dans des conditions sécurisées. En outre, des campagnes de sensibilisation sur les mesures de prévention et de santé ont été menées en collaboration avec les leaders communautaires, ce qui a contribué à une meilleure compréhension et adoption des protocoles sanitaires par les familles. Ces efforts ont également inclus la mise en place de programmes de tutorat communautaire, où des bénévoles locaux offrent un soutien scolaire supplémentaire aux élèves ayant des difficultés, assurant ainsi la continuité de l'apprentissage malgré les interruptions causées par la pandémie.

Faiblesses

Défaillance de l'infrastructure des établissements scolaires

Les infrastructures scolaires du Kef sont souvent anciennes, manquent de ventilation adéquate et ne disposent pas d'équipements nécessaires pour l'enseignement à distance. Ces bâtiments compliquent la mise en place de mesures sanitaires, augmentant ainsi le risque de contagion. De plus, l'absence de salles de classe spacieuses et bien ventilées rend difficile le respect des protocoles de distanciation sociale. Par ailleurs, l'absence d'infrastructures pour l'enseignement à distance a privé de nombreux élèves de la continuité pédagogique, accentuant les défis éducatifs. L'une des défaillances majeures réside dans le manque de respect des exigences d'hygiène et des besoins spécifiques des filles, notamment en ce qui concerne les installations sanitaires. Les toilettes des écoles ne sont souvent pas adaptées pour répondre aux besoins particuliers des filles, ce qui les expose à des risques accrus d'infections. L'absence de conditions sanitaires adéquates pour les filles, telles que des toilettes propres, privées et équipées de fournitures hygiéniques, peut avoir des conséquences graves sur leur santé et leur assiduité scolaire. Les filles peuvent être contraintes de s'absenter de l'école durant leurs menstruations en raison du manque de commodités appropriées, ce qui affecte leur continuité éducative et leur performance académique. Cela est d'autant plus problématique en situation de crise, où l'accès aux produits d'hygiène de base, y compris ceux liés à l'hygiène menstruelle, est difficile, entraînant des problèmes de santé publique et d'absentéisme scolaire. Le profil rural du Kef complique encore davantage l'accès à ces produits, et les régions reculées sont les premières à souffrir de ces manques.

Manque de personnel enseignant qualifié

Selon les représentants des associations locales, la région fait face à un manque de personnel enseignant qualifié, une situation exacerbée par la crise sanitaire. Ce déficit a entraîné une augmentation de la charge de travail pour les enseignants en poste et a affecté la qualité de l'enseignement. Cela pose des défis particuliers en période de crise, où des compétences spécifiques sont nécessaires pour adapter l'enseignement aux nouvelles contraintes.

Manque de transport scolaire

Le manque de services de transport scolaire fiables complique l'accès des élèves aux écoles, surtout dans les zones rurales. En période de pandémie, l'absence de transport sécurisé a rendu plus difficile pour les élèves de se rendre à l'école, réduisant ainsi leur fréquentation et augmentant le risque de décrochage scolaire.

Opportunités

Développement de programmes de résilience et de gestion de crises

La mise en place de programmes de formation sur la gestion des crises pour les enseignant.e.s, les élèves et le personnel administratif scolaire joue un rôle primordial dans la préparation de la communauté éducative aux futures pandémies ou autres situations d'urgence. Ces programmes, qui comprendraient des simulations de crise, des plans d'urgence et des exercices de préparation, visent à renforcer la capacité de réaction rapide et coordonnée en cas de crise. En collaborant étroitement avec les autorités locales et les experts en gestion des crises, ces initiatives garantiraient la sécurité et la continuité de l'éducation.

Promotion de l'éducation inclusive

Pour répondre de manière adéquate aux besoins variés des élèves, y compris ceux et celles ayant des besoins spécifiques, il est essentiel de mettre en place des programmes éducatifs inclusifs et de former les enseignant.e.s aux méthodes d'enseignement différencié. Une approche spécifique et axée sur une analyse approfondie des besoins dans la région du Kef est nécessaire pour garantir une réponse adaptée. Par exemple, la formation des enseignant.e.s peut inclure l'utilisation de supports visuels et tactiles, ainsi que des techniques d'enseignement individualisées, adaptées aux élèves ayant des troubles d'apprentissage ou des handicaps sensoriels. De plus, l'accès à des ressources spécifiques telles que des manuels en Braille ou des logiciels éducatifs adaptés est crucial pour rendre l'éducation plus accessible à ces élèves. L'aménagement des infrastructures scolaires pour inclure des rampes d'accès et des toilettes adaptées contribue également à créer un environnement plus inclusif et équitable. Des recherches¹ démontrent que dans les écoles ayant mis en place ces adaptations, les élèves ayant des besoins spécifiques présentent une amélioration significative de leur participation et de leurs performances scolaires. Cette approche globale garantit que tous les élèves, quelles que soient leurs capacités, bénéficient d'un environnement éducatif favorable à leur développement.

Utilisation de l'éducation en plein air

L'utilisation de l'éducation en plein air peut réduire les risques de propagation du virus et offrir une alternative aux salles de classe traditionnelles. Des programmes éducatifs en plein air, y compris les sciences de la nature, les activités physiques et les arts, enrichiraient l'expérience d'apprentissage tout en respectant les mesures sanitaires.

Sensibilisation et accès équitable à l'éducation pour les filles

Il est important de prendre en compte les besoins spécifiques des filles dans les initiatives éducatives, notamment dans les zones rurales où les pères de famille tendent à envoyer leurs filles travailler comme aides ménagères chez des familles plus aisées. Cette pratique, justifiée par le manque de ressources et considérée comme une forme de travail forcé des mineurs, est fréquente² dans des régions comme le Kef et d'autres zones du nord-ouest de la Tunisie³. Pour lutter contre ce phénomène, il est essentiel de renforcer les campagnes de sensibilisation visant à informer les familles et les communautés sur les conséquences néfastes du travail des enfants et sur les bénéfices à long terme de l'éducation des filles. Cela inclut la mise en place de programmes éducatifs spécifiques et d'initiatives communautaires qui mettent en avant l'importance de maintenir les filles dans le système scolaire.

¹ UNESCO (2008) « Une Approche de l'Education pour tous fondée sur les droits de l'homme ». [Lien](#)

² US department of Labor (2022) « Child Labor and Forced Labor Reports, Tunisia ». [Lien](#)

³ UNICEF (2023) « La situation de la mère et de l'enfant en Tunisie ». [Lien](#)

Fourniture de soutien et d'opportunités éducatives pour les filles

Il est important de fournir aux filles des kits éducatifs et sanitaires comprenant des produits menstruels, afin de surmonter les obstacles potentiels à leur éducation. En période de crise, telles que les pandémies, ces ressources sont nécessaires pour garantir la continuité de l'apprentissage. Des campagnes de sensibilisation doivent être menées pour encourager les familles à soutenir la scolarisation des filles, en soulignant les avantages économiques et sociaux d'une éducation formelle pour leur avenir. Par ailleurs, il est nécessaire de mettre en place des programmes de tutorat et de soutien spécifiques pour les filles, avec des sessions adaptées à leurs besoins particuliers. Ces programmes devraient inclure des discussions sur la santé reproductive et les droits des filles, afin de les aider à surmonter les défis uniques qu'elles rencontrent et à poursuivre leur parcours éducatif de manière équitable et inclusive.

Menaces

Pauvreté et insécurité économique

Les familles confrontées à des difficultés pour satisfaire leurs besoins fondamentaux rencontreraient des obstacles supplémentaires pour assurer la continuité de l'éducation de leurs enfants. Les statistiques sur le chômage et la pauvreté élevée et les revenus limités fournissent des preuves tangibles de la corrélation entre la situation économique des ménages et le risque accru d'abandon scolaire.⁴ Le Kef, ayant l'un des taux de pauvreté les plus élevés du pays, illustre bien cette corrélation. Dans ces circonstances, les enfants peuvent être contraint.e.s de travailler pour contribuer aux revenus familiaux, compromettant ainsi leur accès à l'éducation. Cette réalité met en lumière la nécessité d'initiatives ciblées visant à atténuer les pressions économiques sur les familles défavorisées afin de garantir que tous les enfants aient la possibilité de poursuivre leur éducation.

Accès limité aux technologies

L'accès limité à internet et aux technologies numériques constitue une barrière majeure, notamment en raison de la dépendance accrue à l'enseignement en ligne pendant la pandémie, qui a mis en lumière le fossé numérique. Les élèves des zones rurales et marginalisées, comme dans la région du Kef, ont souvent un accès limité à Internet et aux appareils nécessaires pour suivre les cours en ligne, ce qui crée une inégalité d'apprentissage significative.

Instabilité politique et sociale

L'instabilité politique et sociale peut considérablement entraver la réponse à une crise sanitaire ainsi que la continuité du système éducatif. En Tunisie, en 2020 et 2021, les tensions entre le président de la République, le gouvernement et le parlement, qui divergeaient sur les visions et choix stratégiques, ont eu des répercussions notables sur la gestion de la pandémie⁵. Cette désunion politique a détourné des ressources et l'attention nécessaire à la mise en œuvre appropriée des mesures sanitaires et éducatives. Les conflits entre les acteurs politiques ont conduit à une gestion inefficace des dossiers cruciaux, tels que la fourniture de bouteilles d'oxygène et l'achat des vaccins, impactant directement la capacité du gouvernement à répondre adéquatement à la crise sanitaire. Ces tensions ont culminé avec le retrait de confiance au président du gouvernement, entraînant l'effondrement du gouvernement et exacerbant l'instabilité administrative. Pour atténuer les effets de telles instabilités, il est essentiel de renforcer la résilience du système éducatif par le développement de plans d'urgence qui prennent en compte les risques politiques et sociaux.

⁴ Banque mondiale (2020) « Carte de la pauvreté en Tunisie ». Web: <https://tinyurl.com/55kcvbue>

⁵ Washington institute (2021) «The Roots of Tunisia's Current Political Crisis ». Web: <https://tinyurl.com/yc3jx44r>

4. Impact de la réponse sur les violences basées sur le genre

Cette section souligne les principales forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées lors de l'atelier avec les parties prenantes à Kef, concernant l'impact de la réponse à la COVID-19 sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Forces

Existence d'instances régionales de coordination

L'existence d'instances régionales de coordination, instituées par la loi n° 58 de 2017, a joué un rôle important dans la lutte contre les violences basées sur le genre, notamment pendant la crise du COVID-19 dans la région du Kef. Ces instances, composées de divers acteurs tels que des représentants des ministères de la Femme, de l'Intérieur, de la Justice, des Affaires Sociales, ainsi que des ONG locales, ont facilité une approche intégrée et complète. La coordination multisectorielle et les réunions régulières ont facilité une réponse rapide et efficace aux cas de violence, assurant une meilleure protection des survivant.e.s et une poursuite adéquate des agresseurs.

Rôle actif de la société civile et des associations

Le rôle actif de la société civile et des associations dans la région du Kef a été déterminant dans la lutte contre la violence basée sur le genre, surtout durant la crise de COVID-19. Les associations locales et branches régionales d'organisations comme l'Association tunisienne des femmes démocrates et le Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme ont fourni des refuges, un soutien psychologique, des conseils juridiques, et des programmes de réinsertion, assurant la continuité des services malgré les restrictions sanitaires. Elles ont intensifié les campagnes de sensibilisation via les médias sociaux et les radios locales comme Radio Kef pour informer les femmes confinées de leurs droits et des ressources disponibles. Cet engagement a renforcé la résilience communautaire et a complété les efforts gouvernementaux, créant une synergie efficace pour répondre à la violence basée sur le genre pendant la pandémie.

Faiblesses

Difficultés dans la prise en charge des survivant.e.s

La crise de COVID-19 a aggravé les vulnérabilités préexistantes des femmes survivant.e.s de violence. Selon les témoignages des activistes féministes dans la région, les postes de police, souvent déjà confrontés à des ressources limitées et à un manque de sensibilisation aux questions de genre, ont pu être moins en mesure de traiter efficacement les plaintes de violences domestiques pendant cette période difficile. Les activistes ont noté une diminution de l'attention portée à ces cas et ont souligné les obstacles supplémentaires auxquels étaient confrontées les survivant.e.s cherchant de l'aide. Ces témoignages révèlent une réalité alarmante : de nombreuses survivant.e.s ont été laissées sans recours adéquat, ce qui a accru leur isolement et leur exposition aux dangers potentiels. Ainsi, il est impératif de tenir compte de ces perspectives locales dans la formulation de politiques et de mesures de soutien visant à protéger les femmes en situation de violence, surtout en période de crise.

Fermeture des Centres d'Hébergement

Les restrictions sanitaires imposées pour contenir la propagation du virus ont entraîné la fermeture de certains centres d'hébergement pour femmes survivant.e.s de violence. Ces centres offrent un refuge sûr et un soutien immédiat aux survivant.e.s. Leur fermeture a laissé certaines femmes sans alternative, augmentant leur risque de subir des violences supplémentaires. La perte de cet espace sécuritaire a également empêché de nombreuses femmes de recevoir un soutien psychosocial et juridique dont elles avaient besoin.

Accès Limité aux Aides Financières

Les aides financières mises en place pendant la pandémie étaient souvent inscrites au nom du chef de famille, typiquement l'homme, ce qui a parfois exclu les femmes survivant.e.s de violence. Cela reflète une prise en compte limitée des dynamiques familiales et des besoins spécifiques des femmes. Certaines survivant.e.s se sont retrouvées sans ressources financières pour échapper à des situations de violence, perpétuant ainsi leur dépendance économique et leur exposition aux abus.

Opportunités

Utilisation des centres de santé de base

Les centres de santé de base peuvent jouer un rôle primordial dans la lutte contre la violence basée sur le genre, surtout dans les zones rurales du Kef où l'accès aux services de soutien est limité et ces centres sont disponibles. En intégrant des mécanismes de signalement de la violence dans ces centres, les femmes peuvent plus facilement et discrètement demander de l'aide. Le personnel médical peut être formé pour identifier les signes de violence, fournir un soutien initial, et orienter les survivant.e.s vers les services appropriés. Cette approche peut aussi inclure la distribution d'informations sur les droits des femmes et les ressources disponibles, rendant les centres de santé de base des points d'accès essentiels pour le soutien aux survivant.e.s.

Renforcement de l'accès à la justice

Il est essentiel d'améliorer l'accès des femmes à la justice et aux mécanismes de protection afin de garantir leur reconnaissance en tant que titulaires de droits fondamentaux. Cela peut être réalisé en renforçant les capacités des unités de protection, en formant les forces de l'ordre et les magistrats sur les questions de genre, et en rendant les procédures judiciaires accessibles et adaptées aux besoins des survivantes de violence. Il faut aussi éliminer les barrières économiques et sociales, comme les frais de justice élevés ou la stigmatisation. En garantissant que les femmes puissent accéder à la justice de manière équitable, il est possible de créer un environnement plus protecteur et juste pour les survivantes de violence.

Utilisation des radios locales pour la sensibilisation

Les radios locales, telles que Radio el Kef, ont un vaste auditoire et peuvent être des outils puissants pour sensibiliser la population sur la violence basée sur le genre. En diffusant des programmes éducatifs, des témoignages de survivantes, et des informations sur les ressources disponibles, les radios peuvent jouer un rôle nécessaire dans la prévention de la violence et la promotion du soutien aux survivant.e.s. Elles peuvent également dissiper les stigmatisations associées à la violence basée sur le genre et encourager les communautés à adopter des attitudes protectrices et solidaires envers les survivant.e.s.

Menaces

Banalisation et stigmatisation de la violence

La banalisation de la violence basée sur le genre, perçue comme une norme sociale ou culturelle, et la stigmatisation des survivantes, souvent honteuses et craignant des représailles, constituent une menace majeure pour la lutte contre ce fléau. Ces perceptions réduisent l'incitation des survivantes à signaler les abus et diminuent la probabilité d'intervention de la part des témoins. La stigmatisation accroît la honte et la peur chez les survivantes, les dissuadant de rechercher de l'aide. Ces attitudes sociales peuvent également influencer les institutions, entraînant une réponse insuffisante ou inappropriée des forces de l'ordre et des services sociaux. Pendant la pandémie de COVID-19, le nombre de cas de violence signalés a fortement augmenté, notamment au Kef, avec des incidents comme l'assassinat de Refka Cherni en 2020.

Problèmes de mobilité et de transport

Les restrictions de mobilité, particulièrement en période de crise sanitaire, aggravent les difficultés d'accès aux services de soutien pour les survivant.e.s de violence. Les femmes vivant dans des zones rurales ou éloignées sont particulièrement vulnérables, car elles dépendent souvent de moyens de transport limités pour accéder aux centres d'aide, aux services juridiques et médicaux. Les mesures de confinement et les restrictions de déplacement imposées durant la pandémie ont exacerbé ces problèmes, rendant presque impossible pour certaines femmes de chercher de l'aide.

Ressources insuffisantes pour les unités spéciales de protection

Les unités spéciales de protection, chargées de répondre aux cas de violence basée sur le genre, souffrent souvent de ressources humaines, financières et matérielles limitées. Cette insuffisance empêche une réponse rapide et efficace aux incidents de violence. Par exemple, le manque de personnel formé, de véhicules pour le transport, et de refuges sûrs peut grandement limiter leur capacité à protéger les survivant.e.s et à appréhender les agresseurs. En période de crise, comme pendant la pandémie de COVID-19, ces limitations sont exacerbées, rendant les services encore moins accessibles.

Le rapport de Human Rights Watch⁶, intitulé «So What If He Hit You? Addressing Domestic Violence in Tunisia,» publié en 2022, explore en détail les défis auxquels sont confrontées les unités de protection en Tunisie. Il met en lumière le manque de ressources humaines et matérielles, les horaires limités de disponibilité des unités, et le manque de formation adéquate pour le personnel.

⁶ Human rights watch (2022) « So What If He Hit You? Addressing Domestic Violence in Tunisia ». Web: <https://tinyurl.com/35w84339>



Recommendations

Actions stratégiques: Santé

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Capitaliser sur la création du comité de crise en période hors crise

Pendant les périodes de calme, il est essentiel de capitaliser sur la création du comité de crise au Kef en le transformant en un conseil de gestion des risques et des crises pour assurer une réponse continue et proactive aux éventuelles menaces. Pour ce faire, il est impératif de prioriser la formation continue et le renforcement des capacités des membres du comité, en organisant des sessions régulières sur la gestion des risques et des exercices de simulation pour garantir leur préparation adéquate. En outre, une attention particulière doit être accordée à la préparation et à la prévention, en mettant en place des stratégies de mitigation pour un système de santé plus résilient. Maintenir un engagement communautaire fort à travers des programmes de sensibilisation et de communication, et renforcer les collaborations avec les ONG, le secteur privé et d'autres entités gouvernementales, est crucial pour maintenir l'efficacité et la légitimité du Comité de Crise.



Transformer le comité de crise en un conseil de gestion des risques et des crises.



Prioriser la formation continue et le renforcement des capacités des membres du comité.



Maintenir un engagement communautaire fort à travers des programmes de sensibilisation et de communication.



Renforcer les collaborations avec les ONG, le secteur privé et d'autres entités gouvernementales.

Renforcer l'accessibilité des services de santé dans les zones rurales

Pour améliorer l'accès aux soins de santé dans les zones rurales du Kef, il est important de consolider et d'améliorer l'accessibilité des services de santé existants. Cela pourrait impliquer la modernisation des infrastructures de santé déjà en place, en les équipant de technologies médicales de pointe et en les rendant plus adaptées aux besoins spécifiques des communautés rurales. Parallèlement, le déploiement de services de santé mobiles serait important pour atteindre les zones les plus éloignées et les plus isolées, assurant ainsi une couverture médicale étendue. En outre, des programmes de formation pour le personnel médical local pourraient être mis en place afin d'améliorer la qualité des soins et de renforcer les capacités de prise en charge des maladies courantes dans les zones rurales. Une meilleure accessibilité et préparation permettent de gérer plus adéquatement les urgences sanitaires et de réduire les disparités entre zones urbaines et rurales.



Modernisation des infrastructures de santé existantes dans les zones rurales.



Formation du personnel médical local pour améliorer la qualité des soins.

Actions stratégiques: Mesures socio-économiques

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Renforcer la Compréhension des situations socio-économiques pour une intervention ciblée

L'une des recommandations clés pour améliorer la réponse socio-économique à la crise du COVID-19 au Kef est de renforcer la collecte de données pour une intervention plus ciblée. En comprenant précisément les besoins spécifiques des différents groupes démographiques, il devient possible de concevoir des programmes et des politiques qui répondent effectivement à ces besoins. Par exemple, en identifiant les besoins uniques des femmes et des enfants, des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, il est possible d'adapter les interventions pour garantir une assistance plus inclusive et équitable.



Incorporer des questions spécifiques sur l'âge, le sexe et d'autres caractéristiques démographiques pertinentes dans les enquêtes de collecte de données.



Assurer un suivi continu de la collecte de données pour évaluer l'impact des interventions et ajuster les stratégies en fonction des besoins changeants de la population.

Renforcer la coordination entre les acteur.rice.s de la société civile

Une action clé consiste à renforcer la coordination entre les acteur.rice.s de la société civile (OSC) au Kef pour une réponse plus complète et coordonnée. Malgré leur engagement louable, les organisations de la société civile ont parfois agi de manière disjointe pendant la crise de COVID-19, entraînant des inefficacités et des lacunes dans la distribution des aides. Pour remédier à cela, il est important d'établir des plateformes de coordination régulières où les OSC peuvent partager des informations, éviter la duplication des efforts et maximiser l'impact de leurs interventions. En outre, cela permettra aux OSC travaillant sur des thématiques similaires de synchroniser leurs efforts pour les rendre complémentaires, assurant ainsi une réponse plus globale et adaptée aux besoins des populations vulnérables.



Organiser des réunions régulières entre les OSC pour partager des informations et des meilleures pratiques.



Mettre en place des mécanismes de partage des ressources et des compétences entre les OSC.

Actions stratégiques: Mesures socio-économiques

Améliorer les mécanismes de communication pour une sensibilisation plus large

La crise du COVID-19 a souligné le besoin crucial d'une communication claire et transparente en période de crise. Il est important d'améliorer les mécanismes de communication pour sensibiliser et informer efficacement la population du Kef sur les mesures de soutien socio-économique disponibles. Pour atteindre tous les segments de la population, il est nécessaire de diversifier les canaux de communication. Cela inclut l'utilisation de la radio pour atteindre les zones rurales, les médias sociaux pour capter l'attention des jeunes, les affichages et événements publics pour garantir une visibilité généralisée, ainsi que les formats accessibles comme l'audiodescription ou les sous-titres. Il est également nécessaire de considérer les besoins spécifiques des femmes, par exemple en diffusant des informations sur la santé reproductive et la violence domestique, en utilisant des groupes locaux de femmes et des applications de messagerie comme WhatsApp, et en créant des contenus visuels et vidéos éducatifs. En développant une stratégie de communication multisectorielle et en impliquant activement les communautés dans la planification et la diffusion des messages, il est possible d'assurer une sensibilisation plus large et une adhésion accrue aux mesures de soutien socio-économique.



Analyser les besoins de communication en tenant compte des différents segments démographiques et géographiques.



Développer une stratégie multisectorielle incluant des représentants du gouvernement, des OSC, et des médias nationaux et locaux.

Actions stratégiques: Éducation

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Amélioration des infrastructures scolaires

Les infrastructures scolaires vétustes et mal équipées ont été un obstacle majeur à la mise en place de mesures sanitaires efficaces et à la continuité pédagogique pendant la crise de COVID-19 dans la région du Kef. Des bâtiments délabrés et non ventilés augmentent le risque de contagion et empêchent de respecter les protocoles de distanciation sociale dans le contexte des crises sanitaires. Ainsi, l'amélioration des infrastructures scolaires doit être envisagée comme une mesure clé de préparation, de prévention et d'atténuation pour renforcer la résilience du système éducatif face à de futures crises.

Rénovation et modernisation des établissements scolaires

La rénovation des bâtiments scolaires et la modernisation des équipements sont essentielles pour garantir un environnement d'apprentissage sûr et efficace. Cela comprend l'amélioration de la ventilation, la réparation des structures délabrées, et l'installation de technologies modernes pour l'enseignement à distance.



Construction de salles de classe spacieuses et bien ventilées

La construction de nouvelles salles de classe spacieuses et bien ventilées permet de respecter les protocoles de distanciation sociale et de réduire le risque de contagion. Ces salles doivent être conçues pour accueillir des classes plus petites et être équipées de systèmes de ventilation efficaces.



Promotion d'un milieu scolaire inclusif

Instaurer un milieu scolaire inclusif est essentiel pour garantir une éducation équitable à tous les élèves, en particulier les filles et ceux ayant des besoins éducatifs spécifiques. Cela passe par le développement de programmes éducatifs inclusifs et l'amélioration des infrastructures scolaires. L'inclusion permet de réduire les inégalités et d'améliorer l'accès à l'éducation pour les élèves les plus vulnérables.

Cette recommandation s'appuie sur les opportunités identifiées pour promouvoir l'inclusion dans les écoles de la région du Kef. En renforçant l'inclusivité et en adaptant les infrastructures et les méthodes d'enseignement, nous pouvons garantir une éducation équitable pour tous les élèves. En période de crise, ces mesures permettent de maintenir la continuité éducative et d'atténuer les impacts négatifs sur les élèves les plus vulnérables. Les mesures spécifiques à mettre en œuvre incluent :

Amélioration de l'accessibilité physique aux établissements scolaires

Adapter les infrastructures scolaires pour les rendre accessibles à tous les élèves, en incluant des rampes d'accès et des toilettes adaptées. Cela garantit que les élèves en situation de handicap puissent naviguer facilement dans l'environnement scolaire.



Aménagement des installations sanitaires

Améliorer les installations sanitaires pour répondre aux besoins spécifiques des filles, en s'assurant que les toilettes soient hygiéniques et équipées pour gérer les menstruations. Un manque de telles installations expose les filles à des risques d'infections et peut les décourager de fréquenter l'école régulièrement.



Actions stratégiques: Éducation



Développement de programmes éducatifs inclusifs:

Créer des programmes éducatifs inclusifs permet de répondre aux besoins spécifiques des élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux. Cela peut inclure des approches individualisées, des plans d'apprentissage personnalisés, et des évaluations adaptées pour les élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou des handicaps.



Mise en place de services de soutien spécialisés

Les services de soutien spécialisés, tels que les orthophonistes, les psychologues scolaires, et les assistants éducatifs, sont essentiels pour garantir que les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux reçoivent l'aide dont ils ont besoin.

Développement de programmes de résilience et de gestion de crises

La crise du COVID-19 a mis en évidence la nécessité de programmes de résilience et de gestion de crises pour les écoles. Former le personnel scolaire et les élèves à la gestion des crises, incluant la planification d'urgence et la mise en œuvre de mesures sanitaires, aide les écoles à mieux réagir aux crises et à maintenir la continuité de l'enseignement. De plus, élaborer des plans d'urgence et de continuité pédagogique, incluant des stratégies pour l'enseignement à distance et la protection des élèves et du personnel, est essentiel.



Formation sur la gestion de crises pour le personnel scolaire

Former les enseignant.e.s, le personnel scolaires et les élèves à la gestion de crises est crucial pour garantir une réponse rapide et adéquate en période de crise. Cela inclut des compétences en planification d'urgence, en communication de crise, et en mise en œuvre de mesures sanitaires.



Élaboration de plans d'urgence et de continuité pédagogique

Élaborer des plans d'urgence et de continuité pédagogique permet de s'assurer que l'enseignement peut se poursuivre sans interruption en période de crise. Ces plans doivent inclure des stratégies pour l'enseignement à distance, la protection des élèves et du personnel, et la gestion des ressources.

Actions stratégiques: VBG

En se basant sur l'analyse de l'efficacité de la réponse à la crise de la COVID-19, cette section présente des recommandations actionnables à prendre en considération pour répondre aux crises futures.

Renforcement des unités spéciales de protection dans la région du Kef

L'analyse SWOT a révélé que la faiblesse des ressources des unités spéciales de protection des femmes dans la région du Kef a été particulièrement exacerbée durant la crise du COVID-19. Les limitations en termes de personnel, de formation et d'équipement ont entravé leur capacité à répondre efficacement aux incidents de violence basée sur le genre. Pour préparer une réponse robuste à de futures crises, il est nécessaire de renforcer ces unités.

Pour améliorer la résilience et l'efficacité des unités spéciales de protection, deux actions concrètes et spécifiques doivent être mises en œuvre dans la région du Kef.



Sensibilisation et formation sur les questions de genre: Il est impératif de fournir une formation spécialisée aux agents des unités spéciales de protection sur les questions de genre. Cette formation devrait inclure une sensibilisation approfondie aux dynamiques des violences basées sur le genre, ainsi qu'à la manière de les reconnaître et d'y répondre de manière appropriée. En outre, il est crucial d'assurer une compréhension claire de la loi de 2017 relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, afin que les agents soient pleinement informés des mesures légales à prendre dans de telles situations.



Fourniture d'équipements essentiels: Les interventions rapides et sécurisées sont souvent entravées par le manque d'équipements adéquats. Il est indispensable de fournir à ces unités les équipements et les outils nécessaires pour mener à bien leurs missions, tels que des véhicules adaptés, des dispositifs de surveillance et de collecte de preuves ainsi que des équipements de protection individuelle. En renforçant ces ressources, les unités seront mieux préparées à répondre aux incidents de violence de manière rapide et efficace, même en période de crise.

Actions stratégiques: VBG

Intégration des centres de santé de base dans le réseau de soutien

Les centres de santé de base, particulièrement en milieu rural, représentent des points d'accès essentiels pour les populations locales. Cependant, leur potentiel dans le soutien aux survivant.e.s de violence basée sur le genre reste sous-utilisé. En période de crise, comme celle engendrée par la COVID-19, ces centres peuvent jouer un rôle crucial en offrant un soutien immédiat et en orientant les survivant.e.s vers les services appropriés. Pour renforcer le rôle des centres de santé de base dans le réseau de soutien aux survivant.e.s de violence, deux actions concrètes et spécifiques doivent être mises en œuvre dans la région du Kef.

Renforcement de la collaboration intersectorielle:

Pour améliorer la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans la prise en charge des survivant.e.s de violence basée sur le genre, il est nécessaire de mettre en place des comités de coordination, composés de représentants des centres de santé, des forces de l'ordre, des tribunaux et des organisations de la société civile. Ces comités élaboreront des protocoles de référencement des survivant.e.s, organiseront des formations pour sensibiliser le personnel et faciliteront des réunions régulières pour discuter des cas et résoudre les problèmes. Des mécanismes d'évaluation seront également instaurés pour garantir une collaboration efficace et une prise en charge optimale des survivant.e.s.



Mise en place de cliniques mobiles dans les zones rurales:

Les cliniques mobiles sont des unités de santé ambulantes qui se déplacent dans les zones rurales ou éloignées où l'accès aux services de santé peut être limité. Elles sont équipées pour fournir une gamme de services médicaux, psychologiques et juridiques aux survivant.e.s de violence basée sur le genre, en collaboration avec les centres de santé locaux et les organisations de la société civile. Elles sont équipées d'équipements médicaux de base, tels que des trousse de premiers secours, des médicaments et des fournitures médicales, ainsi que de ressources pour fournir un soutien psychologique aux survivantes de violence.



Actions stratégiques: VBG

Renforcement de l'accès aux aides financières

Pendant la crise de COVID-19, les aides financières n'étaient pas accessibles aux femmes survivant.e.s de violence, car elles étaient souvent au nom du père de famille, ignorant les dynamiques de violence domestique. Cela a empêché de nombreuses femmes de bénéficier de ces soutiens essentiels. Pour garantir que les aides financières atteignent les femmes survivant.e.s de violence, deux actions concrètes doivent être mises en œuvre.



Redistribution directe des aides financières

Les femmes survivant.e.s de violence doivent avoir un accès direct aux aides financières pour leur permettre de fuir des situations abusives et de reconstruire leur vie. Cela nécessite des mécanismes de distribution qui reconnaissent et contournent les dynamiques de contrôle financier.



Programmes de formation économique et d'autonomisation

Pour aider les femmes survivant.e.s de violence à devenir financièrement indépendantes, il est primordial de leur fournir des compétences économiques et des opportunités de travail. L'autonomisation économique réduit leur dépendance à l'égard des agresseurs et augmente leur capacité à reconstruire leur vie.

ONU FEMMES EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
QUI SE CONSACRE À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET À
L'AUTONOMISATION DES FEMMES. CHAMPIONNE
MONDIALE DES FEMMES ET DES FILLES, L'ONU FEMMES A
ÉTÉ CRÉÉE POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN VUE DE
RÉPONDRE À LEURS BESOINS DANS LE MONDE ENTIER.

ONU Femmes soutient les États membres de l'ONU lorsqu'ils établissent des normes mondiales pour parvenir à l'égalité des sexes, et travaille avec les gouvernements et la société civile pour concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que les normes sont effectivement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles dans le monde entier. Elle œuvre à l'échelle mondiale pour que la vision des objectifs de développement durable devienne une réalité pour les femmes et les filles et défend la participation égale des femmes à tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre priorités stratégiques : Les femmes dirigent les systèmes de gouvernance, y participent et en bénéficient sur un pied d'égalité ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; toutes les femmes et les filles mènent une vie exempte de toute forme de violence ; les femmes et les filles contribuent à la construction d'une paix durable et d'une résilience et y exercent une plus grande influence, et bénéficient sur un pied d'égalité de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits, ainsi que de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.



ONU FEMMES TUNISIE

**Bureau multipays d'ONU Femmes pour la
Tunisie et la Libye**

Maison Bleue – Rue de Lc Windermere, Les
Berges du Lac I – 1053 Tunis – Tunisie

B.P. 1053

Tel : +216 36 011 680

